

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cité administrative - Bâtiment A
19, rue de Ciron
81013 Albi Cedex 09

Albi, le 14/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ZINQ TOULOUSE SAS

ZI des Terres Noires
81370 Saint-Sulpice-La-Pointe

Références : 81-CRARC-2025-153
Code AIOT : 0006802323

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/12/2025 dans l'établissement ZINQ TOULOUSE SAS implanté ZI des Terres Noires 81370 Saint-Sulpice-la-Pointe. L'inspection a été annoncée le 03/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle (PPC) de l'inspection des installations classées qui fixe une périodicité de 3 ans pour les établissements soumis à la directive sur les émissions industrielles (IED), selon les critères de définition des établissements à enjeux. La dernière inspection réalisée au titre du PPC a été réalisée le 13 mai 2022 dans le cadre de l'action nationale relative au risque incendie dans les ateliers de traitements de surface. Les inspections du 20 février 2023 et 22 mars 2024 se sont limitées à la vérification du respect des différentes échéances fixées par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11 juillet 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ZINQ TOULOUSE SAS
- ZI des Terres Noires 81370 Saint-Sulpice-la-Pointe
- Code AIOT : 0006802323
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ZINQ TOULOUSE SAS est implantée à Saint-Sulpice-la-Pointe depuis 1988. L'établissement est spécialisé dans la galvanisation à chaud de pièces en acier, opération qu'il réalise en sous-traitance de nombreux clients dans le domaine du BTP, de l'agriculture, du mobilier urbain, etc. Quinze autres établissements de galvanisation appartenant au groupe ZINQ FRANCE sont positionnés sur l'ensemble du territoire français.

Les opérations de galvanisation ont permis de traiter environ 850 tonnes d'acier par mois au cours de l'année 2025, correspondant à une consommation mensuelle de zinc de l'ordre de 60 tonnes. Deux zones distinctes sont présentes au sein de l'établissement permettant le traitement des pièces en fonction de leurs dimensions :

- la zone des grands bains où les pièces de grande longueur sont accrochées sur des cadres métalliques ;
- l'atelier de centrifugation où les pièces plus petites sont placées dans des tonneaux.

La galvanisation à chaud nécessite des opérations préalables en vue de la préparation des pièces, à savoir :

- le dégraissage qui va dissoudre les huiles de coupe, les graisses et les corps gras par immersion dans un bain contenant de l'acide phosphorique dilué ;
- le décapage permettant l'élimination des traces de rouille et de calamine par immersion dans un bain contenant de l'acide chlorhydrique dilué ;
- le fluxage qui va apporter une meilleure «accroche» du zinc sur l'acier par immersion dans un bain contenant des chlorures de zinc et d'ammonium.

La société ZINQ TOULOUSE SAS est régie par l'arrêté préfectoral du 23 septembre 2008 autorisant le fonctionnement de l'unité de galvanisation et de l'atelier de traitement de surface, complété par les arrêtés préfectoraux du :

- 3 mars 2017 actualisant les prescriptions techniques ;
- 18 juin 2024 actualisant le tableau de classement des activités exercées.

L'établissement est à enjeux au sens de l'instruction technique relative au plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées car, il est soumis à la directive sur les émissions industrielles (IED) au regard des rubriques 3230.c et 3260.

Suite à la parution de la loi industrie verte, le site n'est plus soumis à l'obligation de constitution des garanties financières au titre du 5° de l'article R. 516-1 du Code de l'environnement.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de

l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Moyens de prévention et de lutte	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	contre l'incendie			
6	Dispositions générales d'exploitation	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 11	Demande d'action corrective	1 mois
7	Dispositions générales d'exploitation	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 12	Demande d'action corrective	1 mois
8	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Demande d'action corrective	1 mois
10	Collecte et traitement des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 23/09/2008, article 2.3	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative : rubrique 3230.c	AP Complémentaire du 03/03/2017, article 1er	Sans objet
2	Situation administrative : rubrique 3260	AP Complémentaire du 03/03/2017, article 1er	Sans objet
3	Situation administrative : rubrique 2567.1.a	AP Complémentaire du 03/03/2017, article 1er	Sans objet
4	Situation administrative : rubrique 4510.2	AP Complémentaire du 03/03/2017, article 1er	Sans objet
9	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a relevé 5 non conformités pour lesquelles des actions correctives ou des justificatifs peuvent rapidement être engagées/transmis par l'exploitant. Deux d'entre elles concernent la station de traitement physico-chimique des eaux pluviales chargées en zinc. L'inspection vérifiera

en 2026 le retour attendu à une situation conforme.

Une lettre de suite est adressée à l'exploitant afin qu'il puisse apporter les éléments de réponse dans les délais précisés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative : rubrique 3230.c

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/03/2017, article 1er
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative : rubrique 3230.c
Prescription contrôlée : Transformation des métaux ferreux : Application de couches de protection de métal en fusion avec une capacité de traitement maximale de 3,9 tonnes d'acier brut par heure
Constats : Au cours des 11 premiers mois de l'année 2025, l'exploitant comptabilise 4640 heures travaillées pour 9220 tonnes d'acier traités en production, soit une moyenne de 1,98 t/h. L'exploitant respecte actuellement la capacité de traitement maximale mais envisage d'augmenter la production en basculant en 3x8.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Situation administrative : rubrique 3260

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/03/2017, article 1er
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative : rubrique 3260
Prescription contrôlée : Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est de 375 m ³ : Grands bains de galvanisation : 354 m ³ <ul style="list-style-type: none">• Dégraissage : 1 bain de 33 m³ (dimensions de la cuve 8,3x1,5x3)• Décapage : 1 bain de 58 m³ (dimensions de la cuve 9,5x2,25x3,1), 4 bains de 28 m³ (dimensions des cuves 8,3x1,5x2,5), 2 bains de 33 m³ (dimensions de la cuve 8,3x1,5x3), 1 bain de 22 m³ (dimensions de la cuve 12,3x1,5x1,5)• Dézingage : 1 bain de 28 m³ (dimensions de la cuve 8,3x1,5x2,5)• Flux : 1 bain de 35 m³ (dimensions de la cuve 9,2x1,5x3) ³ Bain de galvanisation de l'atelier de centrifugation : 21 m ³ <ul style="list-style-type: none">• Dégraissage : 2 bains de 3 m³ (dimensions de la cuve 1,6x1,05x2,1)• Décapage : 4 bains de 3 m³ (dimensions de la cuve 1,6x1,05x2,1)• Flux : 1 bain de 3 m³ (dimensions de la cuve 1,6x1,05x2,1)
Constats :

<p>Le volume total des cuves de traitement ainsi que le volume unitaire de chaque cuve affectée au traitement de surface sont inchangés.</p> <p>Dans le cadre d'une action de modernisation pluriannuelle des installations, l'exploitant aura procédé au remplacement à l'identique de toutes les cuves de traitement sur la période 2024/2027.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Situation administrative : rubrique 2567.1.a

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/03/2017, article 1er</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative : rubrique 2567.1.a</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Galvanisation, étamage de métaux ou revêtement métallique d'un matériau quelconque par un procédé autre que chimique ou électrolytique.</p> <p>1. Procédés par immersion dans métal fondu, le volume des cuves étant égal à 39 150 litres.</p> <p>Zone grands bains de galvanisation :</p> <ul style="list-style-type: none"> 1 bain contenant 31 800 litres de zinc en fusion (dimensions de la cuve 8x1,5x2,7) <p>Zone bain de galvanisation de l'atelier de centrifugation :</p> <ul style="list-style-type: none"> 1 bain contenant 7 350 litres de zinc en fusion (dimensions de la cuve 3,5x1,2x1,8)
<p>Constats :</p> <p>Le volume et le nombre de bains de zinc en fusion est inchangé. A titre préventif, l'exploitant va programmer au cours de l'année 2026 un contrôle de mesure des épaisseurs des deux creusets contenant les bains de zinc en fusion afin de déterminer leur durée de vie restante..</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Situation administrative : rubrique 4510.2

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/03/2017, article 1er</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative : rubrique 4510.2</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Rubrique n° 4510.2 : Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant:</p> <p>2. Supérieure ou égale à 20 tonnes mais inférieure à 100 tonnes</p> <p>1 bain de dézingage acide (30 m³ soit 46,5 tonnes)</p> <p>1 bain de dézingage acide (3 m³ soit 4,65 tonnes)</p> <p>1 cuve d'acide usagé contenant des oxydes de zinc (bridée à 15 m³ soit 23,25 tonnes)</p> <p>Total : 74,4 tonnes</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que les quantités présentes dans l'établissement</p>

étaient les suivantes :

- 51,15 tonnes présents dans les bains de dézingage acide ;
 - 5,8 tonnes de flux liquide en GRV d'1 m³ (matières premières) ;
 - 1,075 tonne de chlorure de zinc en poudre (matières premières)
 - 15 tonnes présents dans la cuve de stockage des déchets de bains de décapage ;
- soit un total de 73,025 tonnes respectant ainsi le tonnage maxi autorisé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

I. L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger. L'installation est notamment dotée :

[...]

b) d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.

Ces moyens sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent.

[...]

Constats :

Selon les bons de commande/livraison fournis par l'exploitant, les extincteurs, les robinets d'incendie armés (RIA) et les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC) ont été vérifiés en dernier lieu le 16 décembre 2024. En revanche, aucun rapport de contrôle n'a pu être présenté. La prochaine vérification de l'ensemble de ces équipements est prévue fin décembre 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai n'excédant pas 2 mois, l'exploitant transmettra à l'inspection les rapports de contrôle 2025 des extincteurs, des robinets d'incendie armés (RIA) et des dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC)

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Dispositions générales d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 11

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions générales d'exploitation
Prescription contrôlée : [...] <p>Les cuves de traitement, fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et préparations et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.</p>
Constats : <p>Les symboles de danger relatifs aux substances et préparations chimiques dangereuses sont apposés à proximité des cuves de traitement. En revanche, le nom des substances contenues dans les bacs de traitement n'est pas affiché.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Dans un délai n'excédant pas un mois, les cuves de traitement devront porter en caractères très lisibles le nom des substances qu'elles contiennent.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Dispositions générales d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions générales d'exploitation
Prescription contrôlée : <p>I. Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations décrivent explicitement les contrôles à effectuer, [...] à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.</p> <p>Le bon état de l'ensemble des installations (cuves de traitement et leurs annexes, stockages, rétentions, canalisations, ...) est vérifié périodiquement par l'exploitant, notamment avant et après toute suspension d'activité de l'installation supérieure à trois semaines et au moins une fois par an. Un préposé dûment formé contrôle les paramètres du fonctionnement des dispositifs de traitement des rejets.</p> <p>Ces vérifications sont consignées dans un document prévu à cet effet et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le préposé s'assure notamment de la présence de réactifs nécessaires et du bon fonctionnement du système de régulation, de contrôle et d'alarme.</p> <p>Des consignes de sécurité sont établies et disponibles en permanence dans l'installation. Elles spécifient notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la liste des vérifications à effectuer avant remise en marche de l'installation après une suspension prolongée d'activité ; • [...] ; • les opérations nécessaires à l'entretien et à la maintenance, notamment les vérifications des systèmes automatiques de détection ; • [...].

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un référentiel complet relatif aux vérifications à réaliser sur les installations de l'atelier de traitement de surface :</p> <ul style="list-style-type: none"> • au moins 1 fois par an ; • ou après un arrêt au moins égal à 3 semaines. <p>Ce référentiel, contenant les consignes de sécurité, est maintenu sous format papier et les vérifications réalisées au titre de l'année 2025 y sont consignées.</p> <p>En revanche, l'exploitant ne dispose pas de consignes d'exploitation permettant de vérifier les paramètres de fonctionnement du dispositif de traitement des eaux pluviales, eaux chargées en zinc par ruissellement sur les pièces métalliques, fraîchement galvanisées, dont le stockage est réalisé à l'extérieur sans abri.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dans un délai n'excédant pas 1 mois, l'exploitant mettra en place des consignes d'exploitation permettant de vérifier les paramètres de bon fonctionnement du dispositif de traitement des eaux pluviales.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 8 : Installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A. Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences.</p> <p>L'implantation des lignes et cheminement est réalisée de manière à éviter leur dégradation par les matières entreposées.</p> <p>Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les dernières vérifications périodiques des installations électriques ont été réalisées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le 14 août 2024 pour une durée totale d'intervention de 0,75 jour. Le rapport de vérification en date du 17 août 2024 ne fait mention que de 19 observations dont 16

récurrentes.

- sur la période allant du 13 au 25 août 2025 pour une durée totale d'intervention de 3 jours. Le rapport de vérification en date du 4 septembre 2025 fait mention de 114 observations dont 5 récurrentes.

Selon ces deux rapports de contrôle, l'ensemble des installations électriques de l'établissement ont bien été vérifiées en 2024 et 2025. Cependant, la durée des deux interventions et le nombre d'observations relevées étant notoirement différents, l'exploitant se rapprochera de l'organisme compétent afin d'obtenir des explications sur le mode opératoire de ces deux vérifications périodiques. Ces informations seront transmises à l'inspection des installations classées.

Le compte rendu de vérification périodique (Q18) au titre de l'année 2025 précise que *"l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion"*.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai n'excédant pas 1 mois, l'exploitant transmettra à l'inspection un échéancier de mise en conformité des installations électriques. Cet échéancier pourra être étalé jusqu'au 31 mars 2026.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques

Prescription contrôlée :

III. Le contrôle des installations électriques prévu au A de l'article 66 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé est au moins annuel.

Il porte également sur la détection de points chauds par un système de thermographie à infrarouges ou par tout autre dispositif équivalent. Un contrôle réalisé conformément au référentiel APSAD D19 est réputé satisfaire à cette exigence sur la détection de points chauds. Les dates et la nature des contrôles sont consignées dans un registre. Les anomalies constatées sont consignées de manière explicite dans ce registre, ainsi que la liste des mesures correctives, qui sont réalisées au plus tôt, accompagnées de leur date de réalisation. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant fait contrôler régulièrement les installations électriques à l'aide d'un système de thermographie à infrarouges. Les deux derniers comptes-rendus de contrôle, faisant suite aux vérifications du 16 septembre 2024 et 16 septembre 2025, ne font mention d'aucune anomalie constatée. Les dates et la nature des contrôles sont consignées dans un registre.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Collecte et traitement des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/09/2008, article 2.3

<p>Thème(s) : Risques chroniques, Collecte et traitement des eaux pluviales</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux pluviales de ruissellement sont traitées avant rejet par un décanteur-déshuileur. Les eaux pluviales ainsi traitées respectent les conditions suivantes, pour un effluent non décanté et en moyenne journalière :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pH compris entre 6,5 et 9 ; - teneur en zinc inférieure à 0,8 mg si le flux est supérieur à 20 g/j ; - indice hydrocarbures inférieur à 5 mg/l ; teneur en matières en suspension totales inférieure à 30 mg/l. <p>Une mesure sur le paramètre zinc est réalisée trimestriellement par un organisme agréé. Une mesure sur tous les paramètres est réalisée annuellement sous les mêmes conditions.</p>
<p>Constats :</p> <p>La station de traitement physico-chimique des eaux pluviales a été mise en service au premier trimestre 2022. L'ensemble des eaux pluviales se chargeant en zinc sur le site sont désormais captées et dirigées vers deux réservoirs tampons d'une contenance totale de 450 m³, permettant d'écarter les pics hydrauliques variant selon l'intensité de la pluie. L'unité de traitement ne fonctionne que par périodes allant de 1 à 7 jours consécutifs. Selon les informations transmises par l'exploitant, on relève 8 périodes de fonctionnement en 2024 correspondant à 30 jours cumulés et 5 périodes de fonctionnement en 2025 correspondant à 15 jours cumulés. Lorsque celle-ci fonctionne, le traitement est réalisé en continu grâce à l'ajout de réactifs (floculant, coagulant) dont le dosage est réalisé par l'intermédiaire de pompes-doseuses asservies au débit. Cependant, la concentration en zinc dans les eaux pluviales contenues dans les réservoirs tampons n'est jamais identique entre deux opérations de traitement. Ainsi, la quantité de réactifs injectés en amont du décanteur doit être ajustée avant chaque opération de traitement mais l'exploitant ne semble pas disposer d'une méthode fiable permettant d'effectuer le bon ajustement.</p> <p>Lors de chaque période de rejet, l'exploitant procède à des analyses en interne ou par un organisme agréé sur les eaux traitées. Des dépassements de la concentration en zinc ont été mesurés aux dates suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les 30 avril et 2 mai 2024 avec une concentration de 10,3 mg/L (analyse interne) • le 28 octobre 2024 avec une concentration de 1,1 mg/L (analyse par un organisme agréé) • les 27 et 31 mars 2025 avec une concentration de 2,16 mg/L (analyse interne) • les 8 et 9 septembre 2025 avec une concentration de 0,83 mg/L (analyse interne) <p>La périodicité des analyses est respectée en 2024. Les analyses du premier et du quatrième trimestre 2025 sont manquantes.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dans un délai n'excédant pas 3 mois, l'exploitant doit définir un protocole de réglage des équipements de la station de traitement physico-chimique afin de garantir, tout au long de</p>

l'année, le respect de la teneur en zinc inférieure à 0,8 mg/L dans les eaux pluviales rejetées au milieu naturel après traitement.

Les paramètres qu'il paraît nécessaire à ce stade de prendre en compte sans que cette liste soit exhaustive :

- la concentration en zinc avant traitement ;
- le pH (un pH élevé, de l'ordre de 11, favorise la précipitation du zinc) ;
- la température de l'eau, si ce paramètre influence le rendement de la station de traitement
- les différents types de réactifs utilisés (coagulant, flocculant, chaux au profit de la soude, acide chlorhydrique, acide sulfurique, etc.) ;
- le dosage des différents réactifs en fonction des paramètres définis préalablement au traitement.

Ce protocole doit être mis en œuvre dans un délai inférieur à 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois